

Le G8 ne tient pas ses promesses... place aux Nations unies!

► DÉVELOPPEMENT

Jean Merckaert, chargé du plaidoyer sur le financement du développement au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et animateur de la campagne « 2005 : plus d'excuses ! ». j.merckaert@ccfd.asso.fr

Le G8 de toutes les promesses...

Car ces huit objectifs chiffrés, qui visent notamment, d'ici 2015, à réduire de moitié la faim et la misère dans le monde, à réduire des deux tiers la mortalité infantile et à inverser la courbe du sida, ont été définis parce qu'ils étaient réalisables. Les OMD ne nous satisfont pas : largement palliatifs, ils cherchent à s'attaquer aux symptômes plutôt qu'aux causes de l'appauvrissement. De plus, la perspective de laisser de côté la moitié des pauvres après 2015 est pour nous inacceptable. Mais précisément, nous y croyions parce que les nations, unies, ont estimé qu'elles pouvaient atteindre ces objectifs minimaux, que les solutions pour les atteindre étaient connues.

Cinq ans après cette promesse, dix ans avant 2015, le bilan d'étape est sombre : au rythme actuel, l'Afrique n'atteindra pas les OMD avant le XXI^e siècle. Alors que notre monde n'a jamais généré autant de richesses, que nous disposons de moyens humains, techniques, scientifiques et financiers sans précédent, la perspective de ne pas atteindre ce seuil d'humanité nous fait honte. C'est pourquoi, en lien avec des milliers d'associations de toutes confessions, de syndicats, de défenseurs des droits humains et de l'environnement, lancés dans l'Action mondiale contre la pauvreté, les citoyens français se sont mobilisés le 1^{er} juillet, dans une centaine de villes, en arborant des bandeaux blancs signifiant avec force aux leaders du G8 « 2005 : plus d'excuses ! ».

De maigres avancées. Or, au lendemain du G8, on avance au compte-gouttes :

– La confirmation d'une remise de la

1. Sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), cf.: « Les objectifs du millénaire pour le développement : Une étape inédite dans la définition des priorités nationales » par A. Alpha et A.-S. Brouillet, GDS 31 (juin 2005), p. 32-33.

TONY BLAIR ANNONÇAIT un G8 historique. Son ami Bob Geldof a tenté de galvaniser les foules en braquant les projecteurs du « Live 8 » vers Gleneagles (Écosse), où se tenait le sommet. Nous ne nous faisons guère d'illusions sur la promesse d'un G8 salvateur, ni sur les effets d'annonce messianiques d'un gouvernement en quête de rachat de son électorat, après s'être fourvoyé en Irak. Les promesses auxquelles nous osons croire, ce sont celles que les huit pays les plus riches de la planète, avec l'ensemble de la communauté internationale, ont prises il y a cinq ans, à travers les OMD¹.

dette due au FMI, à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement par les 18 pays pauvres très endettés (PPTTE) ayant déjà satisfait aux strictes conditionnalités du FMI, à hauteur de 40 milliards de dollars.

Vingt autres PPTTE pourraient en bénéficier à l'avenir. Reste que ces mesures risquent de rester conditionnées à la tutelle du FMI, qu'elles se feront en partie en déduction de l'aide allouée à ces pays... et qu'elles ne représentent que 2 % de la dette totale des pays du Sud ! Une solution durable ne pourra passer que par la mise à nu des mécanismes qui ont permis cet endettement et par l'élaboration d'un droit international de la dette.

– L'annonce d'une augmentation de 50 milliards de dollars d'aide par an d'ici 2010, pour atteindre péniblement les 0,36 % de leur PIB (loin de la promesse des 0,7 %, qui remonte à 1970).

Or, pour les Nations unies, ces 50 milliards sont nécessaires dès maintenant pour pouvoir atteindre les OMD. Comme l'a dit Kumi Naidoo, porte-parole de l'Action mondiale contre la pauvreté, « *promettre un changement pour 2010 revient à attendre 5 ans avant de s'occuper du tsunami* ». De plus, reste à savoir de quoi ces 50 milliards seront faits : les pays du G8 font preuve d'une imagination sans borne pour gonfler artificiellement les chiffres de leur aide, notamment la France (annulations de dette, coût des réfugiés et des étudiants étrangers en France, coûts administratifs et d'expertise, alliances et lycées français, TV5, RFI, etc.).

– Dans le domaine agricole, l'annonce vague de l'élimination des subventions à l'exportation, facteurs de concurrence déloyale avec les pays du Sud, « dans un délai crédible ». Tony Blair a évoqué l'échéance 2010, mais les États-Unis et la France con-

tinuent de se renvoyer la balle à qui bougera le premier, et ce point ne sera sans doute pas tranché avant la réunion de l'OMC à Hong Kong en décembre. Quant au droit pour les pays pauvres à la protection des marchés agricoles, il n'est, bien sûr, nullement évoqué, pas plus d'ailleurs que la remontée des prix agricoles, dont dépendent directement les revenus de 3 milliards d'être humains.

– Enfin, l'affirmation que les pays pauvres devraient « décider eux-mêmes de leurs stratégies économiques » marquerait une victoire de la société civile, qui a tant décrié l'imposition des politiques d'ajustement structurel, si elle n'était pas affaiblie par la décision du G8 « d'améliorer le climat de l'investissement » en Afrique, euphémisme masquant généralement l'imposition du *credo* néolibéral (ouverture maximale des frontières, assouplissement de la fiscalité et de la législation sociale, privatisations, etc.).

Pour le reste, le communiqué n'annonce rien de très concret. Pas un mot sur l'emploi, comme si la rémunération décente du travail n'avait rien à voir avec la pauvreté ; rien non plus sur le besoin de réguler le comportement des entreprises multinationales ; silence complet sur les paradis fiscaux et judiciaires, qui coûtent pourtant chaque année plus de 70 milliards de dollars aux pays du Sud (plus que l'aide au développement) et protègent la grande corruption. À l'appel de la coalition « 2005 : plus d'excuses ! », Jacques Chirac avait pourtant touché un mot à ce sujet à Tony Blair, mais celui-ci semble avoir fait la sourde oreille. Serait-ce parce que la moitié des centres *off-shore* battent pavillon britannique ?

Toujours est-il que malgré les légers progrès que les huit ont dû concéder face à la pression citoyenne, le bilan de ce rendez-vous « historique » de Gleneagles est pathétique : les mesures annoncées ne permettront pas la réalisation des OMD. Les pays du G8 tournent le



dos à leurs engagements, même minimes, de rendre le monde un peu plus vivable. Concrètement, des dizaines de millions d'enfants d'Afrique et d'ailleurs continueront de mourir avant l'âge de 5 ans parce qu'en 2005, les pays riches

« MALGRÉ LES LÉGERS PROGRÈS QUE

LES HUIT ONT DÛ CONCÉDER FACE À

LA PRESSION CITOYENNE, LE BILAN

DE CE RENDEZ-VOUS "HISTORIQUE"

DE GLENEAGLES EST PATHÉTIQUE :

LES MESURES ANNONCÉES NE

PERMETTRONT PAS LA RÉALISATION DES

OMD »

sation sociale à travers le monde oblige à de trop maigres concessions — que son incapacité à tenir parole. Le G8 s'est toujours défendu, sans convaincre, de vouloir gouverner la planète, car il sait qu'il n'en a pas la légitimité (les 8 gouvernements ne représentent que 15 % de la population de la planète). Il justifie donc son existence, depuis sa première rencontre en 1975 sur l'initiative de la

France, par le surplus d'efficacité qu'il y aurait à travailler entre *Happy Few*. Or, le sommet de Gleneagles, présenté comme décisif pour la lutte contre la misère en Afrique et le changement climatique, fait précisément la démonstration éclatante de l'incapacité du G8 à orienter de façon responsable les affaires planétaires.

Le sommet du millénaire + 5, qui réunit en septembre aux Nations unies les chefs d'État et de gouvernement du monde entier, sera l'occasion d'un bilan d'étape sur la réalisation des OMD, mais aussi d'une âpre discussion sur la réforme de l'Organisation des Nations unies (Onu) qui ne risque d'aboutir, au mieux, que sur une multiplication des membres permanents du conseil de sécurité sans remise en cause du droit de veto. À ce jour, peu d'avancées sont à attendre dans le domaine du développement, hormis un pas de plus, peut-être, vers la mise en place d'une fiscalité internationale au service de la redistribution, avec le lancement officiel par le Brésil, la France et quelques autres, de leur projet de taxe internationale sur les billets d'avion.

Pourtant, ce sommet constitue une échéance décisive pour donner à l'Onu, qui fête ses 60 ans, un rôle central de régulation économique et sociale au niveau mondial. En effet, la distribu-

tion des richesses au niveau mondial ne pourra devenir équitable que dans le cadre d'un monde régulé de manière démocratique, car «entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère» (Lacordaire). Au niveau mondial, ce sont les plus vulnérables qui pâtissent de la liberté que s'octroient les acteurs les plus puissants (gouvernements, firmes transnationales) d'appliquer, ou non, les règles du jeu commercial, financier ou environnemental — lorsqu'elles existent. Face à la prééminence des logiques de profit et de puissance, le droit international élaboré dans le cadre des Nations unies, notamment celui des Droits de l'homme, doit constituer la pierre angulaire du système politique, économique et social international. C'est ce que doit signifier le « partenariat mondial pour le développement » (OMD n°8) auquel se sont engagés 191 pays.

Dans l'immédiat, les Nations unies doivent être dotées d'un organe pour garantir que le droit international s'impose à l'ensemble des institutions internationales, en particulier les institutions financières internationales (IFI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il est intolérable, par exemple, que le droit de propriété intellectuelle prime sur le droit à la santé, privant des millions de malades du sida de l'accès aux génériques. La rénovation du Conseil économique et social (Ecosoc) des Nations unies, pour céder la place à une véritable autorité internationale en matière économique et sociale, doit être une priorité du sommet de septembre.

Pour faire entendre aux gouvernements les aspirations de leurs peuples, il nous faut amplifier la mobilisation. Avec des millions de citoyens à travers le monde, continuons à porter durant toute l'année 2005 un bandeau blanc, pour rappeler à nos gouvernements leurs promesses. À la veille du sommet onusien, contribuons avec la coalition « 2005 : plus d'excuses ! » à mettre la pression sur le Président de la République en signant la pétition qui lui sera remise le 10 septembre, 2^e journée internationale du bandeau blanc, sur www.2005plusdexcuses.org. ■